



# Dans un contexte d'insécurité géopolitique, des relations stables avec l'UE gagnent en importance

sur mandat d'Interpharma

## Équipe de projet

**Urs Bieri:** co-directeur

**Sophie Schäfer:** cheffe de projet

**Jenny Roberts:** Data Scientist / cheffe de projet

**Roland Rey:** collaborateur de projet / administration

Berne, le 29 mai 2026

Publication: 16 juin 2026

# Sommaire

<b>INTRODUCTION</b> .....	<b>4</b>
<b>1 RÉSULTATS</b> .....	<b>5</b>
1.1 Avis sur les accords bilatéraux .....	5
1.1.1 Avis sur les accords bilatéraux dans différents groupes .....	6
1.1.2 Arguments pour et contre .....	8
1.1.3 Moteurs pertinents pour l'évaluation des accords bilatéraux .....	10
1.1.4 Évaluations du rôle de l'UE .....	11
1.1.5 Évaluation de différents scénarios de votations populaires .....	12
1.2 Évaluation du résultat des négociations .....	13
1.2.1 Adaptations des accords existants .....	13
1.2.2 Intentions de vote sur le paquet Suisse-UE .....	16
1.2.3 Comparaison des intentions de vote sur le paquet Suisse-UE .....	22
<b>2 PREMIÈRE SYNTHÈSE</b> .....	<b>23</b>
<b>3 INFOBOX</b> .....	<b>24</b>
<b>4 ANNEXE</b> .....	<b>25</b>
4.1 Équipe de gfs.bern .....	25

## Introduction

L'institut de recherche gfs.bern a réalisé pour la 13<sup>e</sup> fois sur mandat d'Interpharma l'enquête sur la place suisse auprès de 2050 personnes en âge de voter. Comme les années précédentes, 715 entretiens ont été réalisés par téléphone à l'aide d'un système de génération aléatoire de numéros (*Random Digit Dialing RDD*) et 1335 ont eu lieu à l'aide de notre panel «Polittrends». Réalisée entre le 1<sup>er</sup> avril et le 12 mai 2026, l'enquête met en lumière des aspects essentiels de la politique européenne et de la place économique suisse. Toutes les données sont valables pour une probabilité de 95% avec une marge d'erreur de  $\pm 2,2$  points.

En 2026, le soutien à la voie bilatérale entre la Suisse et l'UE reste élevé. Ce sont particulièrement les arguments économiques en faveur des accords bilatéraux qui sont largement approuvés: l'accès au marché d'exportation européen, la recherche, la compétitivité et la prospérité continuent d'être considérés comme des avantages essentiels. En même temps, dans le contexte de multiples crises et conflits géopolitiques, sauvegarder des relations stables avec l'UE prend sensiblement de l'importance. Les relations avec l'UE sont aussi de plus en plus souvent considérées comme une question de stabilité économique et politique. Malgré cette position globalement positive, les réserves sur les questions de migration et les positions critiques vis-à-vis de l'UE restent répandues. Une majorité considère toujours la libre circulation des personnes comme problématique ou critique le fait que l'UE est bureaucratique. Les interprétations particulièrement tranchées des relations Suisse-UE recueillent cependant à présent moins d'avis favorables.

Le paquet Suisse-UE négocié est actuellement susceptible de réunir une majorité: environ six personnes interrogées sur dix voteraient pour. Un élément essentiel pour l'approbation est le sentiment que le paquet conditionne la conclusion de nouveaux accords qui soient avantageux pour la Suisse.

Pour plus de détails sur la méthode de l'enquête, merci de consulter l'infobox à la fin du cockpit.

# 1 Résultats

## 1.1 Avis sur les accords bilatéraux



Avec la fin des négociations entre la Suisse et l'UE fin 2024, la voie bilatérale est entrée dans une nouvelle phase. Depuis, les questions qui dominent les débats politiques tournent surtout autour de l'immigration, de la protection des salaires, de la reprise du droit de l'UE et du rôle des institutions européennes. En même temps, le bénéfice économique des accords bilatéraux, par exemple pour la recherche, l'exportation ou le marché du travail, reste un argument crucial pour de nombreuses personnes.

En mars 2026, le Conseil fédéral a officiellement transmis le paquet d'accords au Parlement. Actuellement, les discussions vont également bon train sur le mode de votation à choisir pour les nouveaux accords. Le Conseil fédéral insiste pour les soumettre au référendum facultatif, de sorte qu'il suffirait de la majorité du peuple sans majorité supplémentaire des cantons. Les opposant-e-s aux accords demandent en revanche un référendum obligatoire avec majorité des cantons. Cela veut dire qu'en plus du contenu des accords, la question institutionnelle du mode de votation sera sans doute aussi une pomme de discorde politique importante dans les prochaines années.

Après que l'appréciation favorable des Bilatérales a pris de l'ampleur relativement régulièrement entre 2020 et 2024, cette évolution des trois dernières vagues de l'enquête ne se poursuit pas aussi nettement. Dès le début 2025, on a constaté pour la première fois un recul des avis positifs sur les accords bilatéraux après un record de 65% (uniquement/plutôt des avantages) en été 2024. En 2026, les avis positifs reculent à nouveau légèrement (59%, -5 points). La perception positive reste donc majoritaire, mais en même temps, par rapport à l'été dernier, la part de personnes qui voient dans les Bilatérales à la fois des avantages et des inconvénients augmente (22%, +10 points). Cela indique moins un rejet de la voie bilatérale qu'une perception à nouveau plus ambivalente et nuancée des relations avec l'UE, similaire à celle observée il y a un peu plus d'un an.

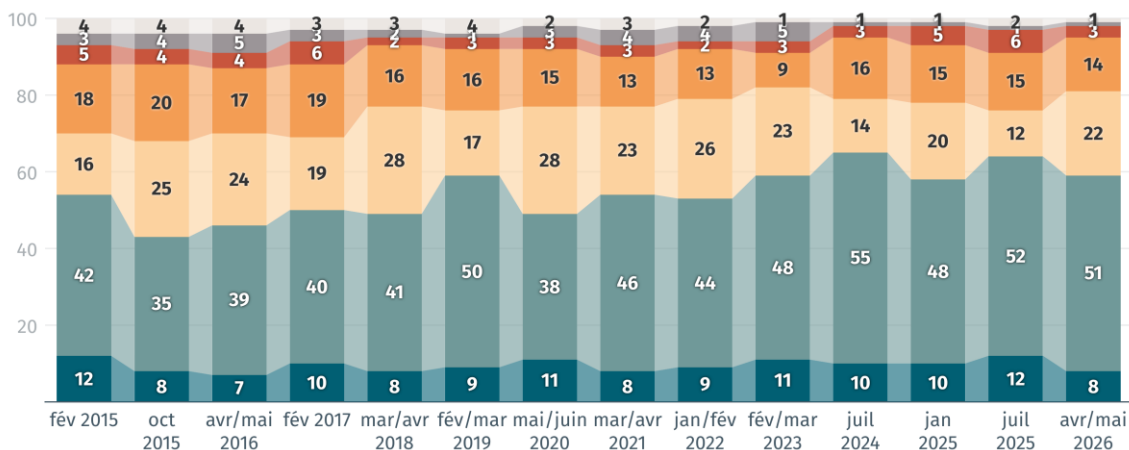
Graphique 1

### Tendance : évaluation des accords bilatéraux

Il est maintenant question des accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne. Depuis 2001, la Suisse a conclu plusieurs accords bilatéraux avec l'Union européenne. Ceux-ci règlent entre autres, les échanges de marchandises, la libre circulation des personnes mais aussi les contrôles aux frontières. D'une manière générale: Estimez-vous que les Accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE présentent dans l'ensemble plus d'avantages ou plus d'inconvénients ?

en % du corps électoral

■ uniquement des avantages ■ plutôt des avantages ■ À la fois des avantages et des inconvénients ■ plutôt des inconvénients ■ uniquement des inconvénients ■ ni l'un ni l'autre ■ ne sais pas / pas de réponse



© gfs.bern, la place de la Suisse, 13e vague, avril-mai 2026 (N = env. 2120)

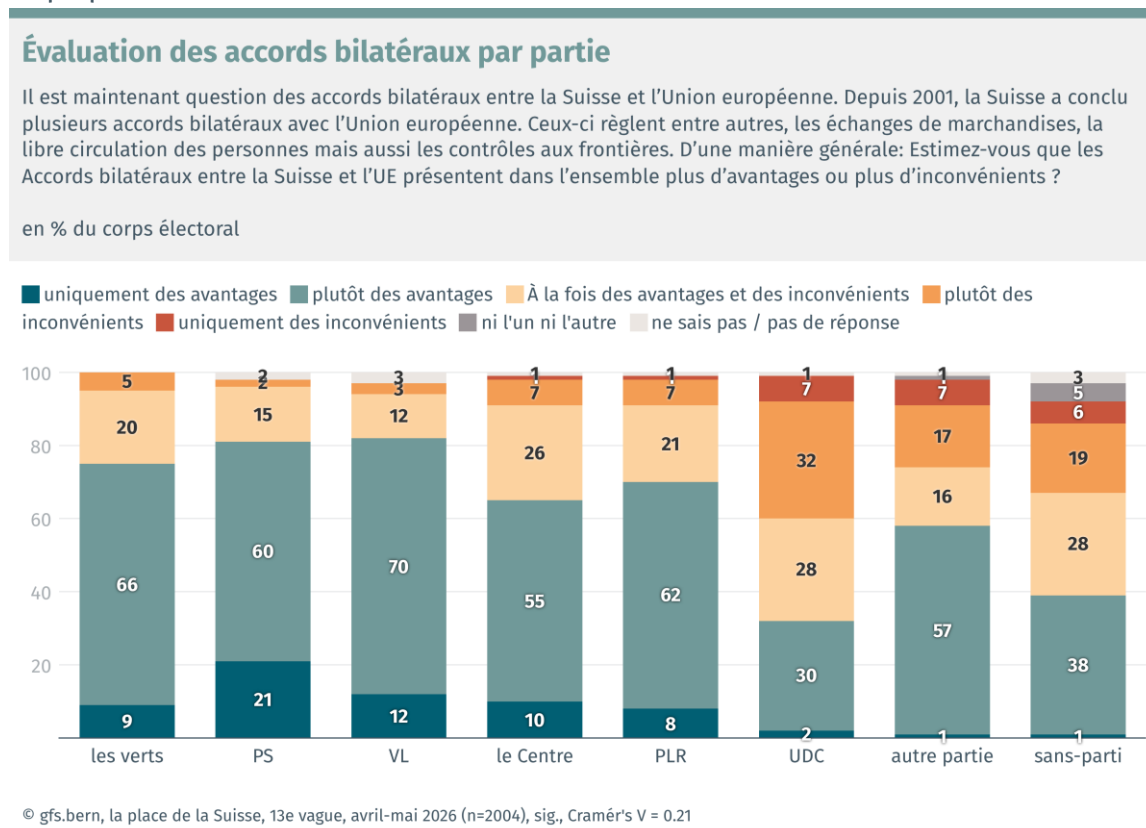
#### 1.1.1 Avis sur les accords bilatéraux dans différents groupes

Comme dans les vagues précédentes de l'enquête, la sympathie pour un parti politique est un facteur essentiel qui conditionne l'évaluation des accords bilatéraux. Actuellement, les sympathisant-e-s du PVL ont les avis les plus positifs: 82% voient dans les Bilatérales plutôt ou uniquement des avantages. Après un recul début 2025, cette appréciation favorable se stabilise ainsi à nouveau à un haut niveau. L'approbation reste aussi très élevée parmi les sympathisant-e-s du PS: 81% ont une opinion positive des Bilatérales. De même, l'appréciation favorable reste clairement majoritaire chez les Vert-e-s (75%), mais baisse cependant nettement par rapport à janvier 2025 et surtout juillet 2025.

On est nettement plus ambivalent en revanche dans les rangs des partis bourgeois: au Centre, près de deux tiers (65%) continuent de voir principalement des avantages aux Bilatérales, mais la part d'évaluations ambivalentes augmente (26%). On observe une évolution similaire chez les sympathisant-e-s du PLR: une claire majorité (70%) continue d'émettre un avis positif, mais par rapport à juillet 2025, il s'agit aussi d'un léger recul, tandis que dans la durée, les positions sont stables à un haut niveau. C'est dans le camp de l'UDC qu'on est toujours le plus critique: à peine un tiers (32%) seulement voient des avantages aux Bilatérales tandis que 39% y voient plutôt ou uniquement des inconvénients. Comparée aux vagues précédentes de l'enquête, la méfiance reste ainsi largement stable à un haut niveau.

Les personnes non liées à un parti sont comparativement critiques sur cette question: l'appréciation favorable repasse pour la première fois (à l'exception de 2024) sous la marque des 50%.

Graphique 2



De nettes différences d'évaluation des accords bilatéraux apparaissent aussi entre les régions linguistiques: tandis que l'approbation est clairement majoritaire en Suisse alémanique et romande, les italophones continuent d'être beaucoup plus sceptiques vis-à-vis de la voie bilatérale.

C'est ainsi que 60% des alémaniques y voient actuellement plutôt ou uniquement des avantages, un léger recul par rapport à l'été 2025 après une hausse globalement nette depuis 2020. En même temps, la part d'évaluations ambivalentes augmente nettement par rapport à l'été 2025 (+17 points). En Suisse romande, on observe une évolution inverse, l'appréciation favorable a encore augmenté par rapport à l'été dernier, atteignant actuellement 63%.

Les opinions restent par contre nettement plus critiques en Suisse italophone où seule une minorité (39%) voit des avantages aux Bilatérales tandis que 35% y voient plutôt ou uniquement des inconvénients. Les opinions restent donc beaucoup plus fluctuantes dans le Tessin que dans les autres régions linguistiques.

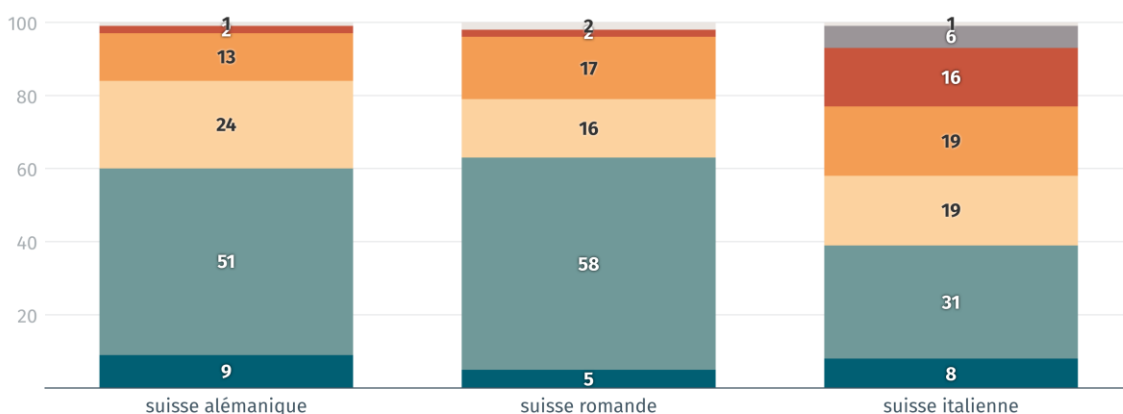
## Graphique 3

## Évaluation des accords bilatéraux par langue

Il est maintenant question des accords bilatéraux entre la Suisse et l'Union européenne. Depuis 2001, la Suisse a conclu plusieurs accords bilatéraux avec l'Union européenne. Ceux-ci règlent entre autres, les échanges de marchandises, la libre circulation des personnes mais aussi les contrôles aux frontières. D'une manière générale: Estimez-vous que les Accords bilatéraux entre la Suisse et l'UE présentent dans l'ensemble plus d'avantages ou plus d'inconvénients ?

en % du corps électoral

■ uniquement des avantages ■ plutôt des avantages ■ À la fois des avantages et des inconvénients ■ plutôt des inconvénients ■ uniquement des inconvénients ■ ni l'un ni l'autre ■ ne sais pas / pas de réponse



© gfs.bern, gfs.bern, la place de la Suisse, 13e vague, avril-mai 2026 (N=2050), sig., Cramér's V = 0.15



Les différences entre groupes d'âge et de sexe se sont encore accentuées par comparaison avec l'été 2025. C'est ainsi qu'en 2026, les retraité-e-s sont encore plus nettement convaincu-e-s des avantages des accords bilatéraux (72% plutôt/uniquement des avantages) que les plus jeunes (moins de 40 ans: 53%) ou les personnes d'âge moyen (40-64 ans: 56%). Par ailleurs, les hommes considèrent les Bilatérales plus souvent comme positives (63% plutôt/uniquement des avantages) que les femmes (57%).

### 1.1.2 Arguments pour et contre

En 2026, l'approbation des arguments en faveur des accords bilatéraux reste globalement élevée. Après qu'on a pu observer en 2025 un léger recul sur plusieurs affirmations, l'approbation augmente à nouveau en 2026 presque sans exception.

C'est à nouveau l'accès au marché d'exportation qui recueille le plus d'avis positifs: 84% des citoyen-ne-s sont d'accord avec l'affirmation que les accords bilatéraux garantissent l'accès de l'économie au marché d'exportation le plus important, soit plus 5 points par rapport à l'été 2025. D'autres affirmations qui réunissent un très haut niveau d'approbation sont la suppression des entraves techniques au commerce (84%, +4 points), l'avis que la Suisse a besoin de main d'œuvre spécialisée venant de l'étranger (82%), l'importance de l'accès aux programmes de formation et de recherche (81%), ainsi que la possibilité d'habiter, étudier et travailler partout en Europe (80%). Cette dernière affirmation a nettement gagné du terrain: +6 points. Ce sont donc surtout les avantages économiques et scientifiques des accords bilatéraux qui restent largement reconnus.

Un élément très important pour l'approbation des Bilatérales recueille aussi une adhésion nettement plus large que l'été dernier: 74% sont actuellement d'avis que les accords apportent de la prospérité à la Suisse (+6 points). En revanche, l'affirmation que la Suisse échappe aux grandes vagues de migration des demandeurs d'asile grâce aux accords n'est clairement pas majoritaire: elle ne recueille que 25% d'avis favorables, il s'agit donc d'un argument toujours nettement minoritaire.

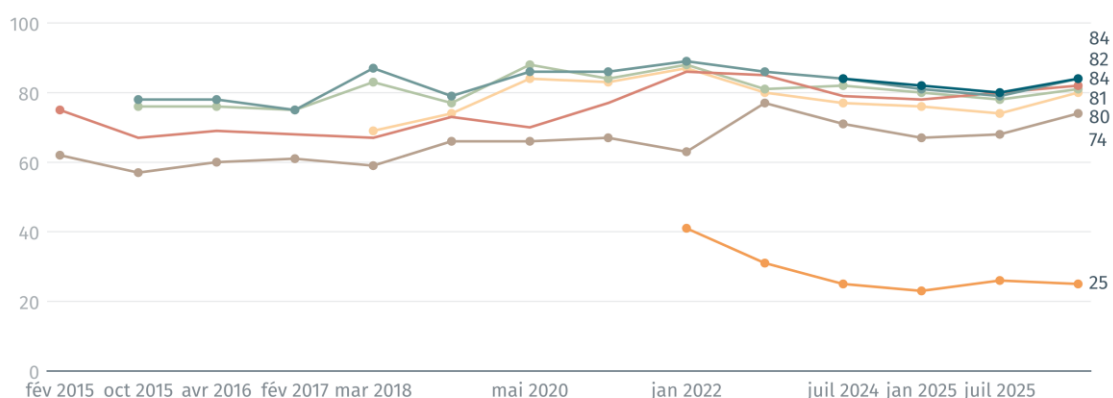
Graphique 4

### Tendance : arguments en faveur des accords bilatéraux

Nous avons recueilli ici quelques arguments régulièrement entendus dans discussion politique en Suisse sur les Accords bilatéraux signés avec l'UE. Veuillez indiquer à chaque fois si vous êtes entièrement d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas d'accord du tout.

en % du corps électoral, proportion entièrement/plutôt d'accord

— l'accès de l'économie au marché d'exportation — la suppression des entraves techniques au commerce — la Suisse a besoin de main d'œuvre spécialisée venant de l'étranger — accès aux programmes de formation et de recherche — habiter, étudier et travailler partout en Europe — les Accords bilatéraux apportent de la prospérité — la Suisse échappe aux grandes vagues de migration des demandeurs d'asile



© gfs.bern, la place de la Suisse, 13e vague, avril-mai 2026 (N = env. 2000)

D'autre part, il y a aussi des arguments contre les accords bilatéraux qui sont majoritaires dans la population. Contrairement aux arguments pour, on constate cependant que les évaluations critiques sont plus fluctuantes et réagissent plus fortement aux débats politiques actuels sur le nouveau paquet d'accords, en particulier en comparaison des quatre dernières années.

L'affirmation la plus fortement approuvée actuellement est celle selon laquelle l'UE est un mastodonte bureaucratique (78%, +4 points). Un autre avis très répandu est celui que la libre circulation des personnes met les salaires de la Suisse sous pression (66%, +4 points). Ce sont donc à peu près autant de personnes que dans les années 2010 qui sont d'accord avec cet argument. Une majorité estime en outre que l'immigration est une charge excessive pour les assurances sociales (59%, +4 points), un peu moins qu'elle provoque une hausse des loyers et des prix de l'immobilier (57%, -4 points).

En revanche, les critiques fondamentales liées à la souveraineté vis-à-vis de l'UE sont moins répandues. C'est ainsi que 40% pensent que l'UE manque de démocratie et le même pourcentage estime que la Suisse perd le contrôle de l'immigration. Cependant, cet avis a reculé de 7 points par rapport à l'été 2025. L'avis que la Suisse n'a pas besoin

des accords bilatéraux est clairement minoritaire (22%) et recule aussi nettement (-8 points).

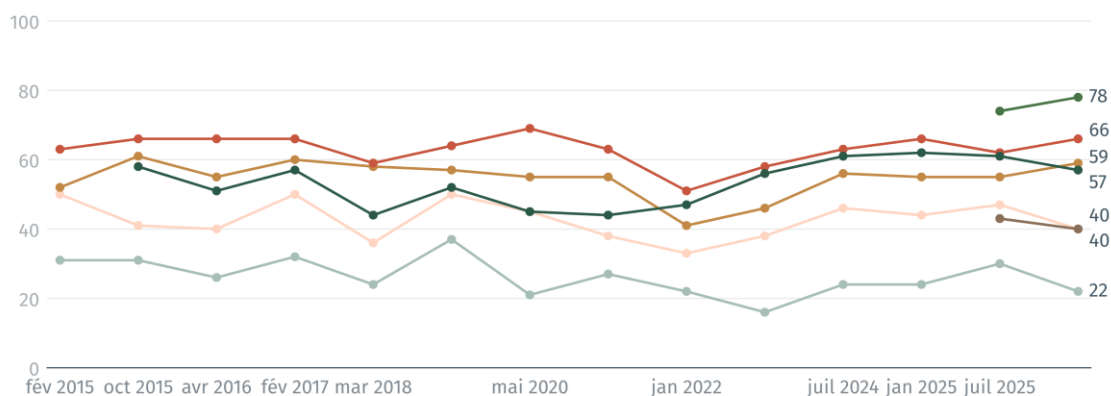
Graphique 5

### Tendance : arguments contre les accords bilatéraux

Nous avons recueilli ici quelques arguments régulièrement entendus dans discussion politique en Suisse sur les Accords bilatéraux signés avec l'UE. Veuillez indiquer à chaque fois si vous êtes entièrement d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas d'accord du tout.

en % du corps électoral, proportion entièrement/plutôt d'accord

— l'UE est un mastodonte bureaucratique — l'Accord sur la libre circulation des personnes signé avec l'UE fait pression sur les salaires locaux — l'immigration devient une charge excessive pour nos assurances sociales — l'immigration provoque une hausse des loyers et des prix de l'immobilier — l'UE manque de démocratie — la Suisse a perdu le contrôle sur l'immigration — la Suisse n'a pas besoin des Accords bilatéraux



© gfs.bern, la place de la Suisse, 13e vague, avril-mai 2026 (N = env. 1950)

### 1.1.3 Moteurs pertinents pour l'évaluation des accords bilatéraux

Des analyses plus poussées permettent d'expliquer les raisons de l'évaluation des accords bilatéraux actuels au niveau du contenu. La première étape est une analyse de régression de l'influence des arguments pour et contre sur le point de vue général vis-à-vis des Bilatérales.

De même que les années précédentes, en particulier l'accès au marché d'exportation européen et la conviction que les accords sont sources de prospérité pour la Suisse sont les principaux moteurs d'un avis positif sur ceux-ci: les personnes qui approuvent l'affirmation selon laquelle les accords bilatéraux garantissent l'accès au marché d'exportation ont une probabilité supérieure de 21 points d'évaluer les accords comme globalement avantageux. Un autre avis qui a un effet très positif est celui que les Bilatérales apportent de la prospérité à la Suisse (+15 points). En outre, la conviction que les accords permettent à la Suisse d'échapper aux vagues de migration des demandeurs d'asile a aussi un effet positif quoique plus faible (+13 points). Dans l'ensemble, on constate une fois de plus que l'importance économique des accords bilatéraux reste le principal moteur d'une opinion fondamentalement positive.

À l'opposé, ce sont surtout des réserves en matière de politique migratoire et de souveraineté qui jouent un rôle: l'opinion selon laquelle l'immigration représente une charge excessive pour les assurances sociales a une influence particulièrement négative (-19 points). D'autres convictions liées à une évaluation négative des Bilatérales sont celles

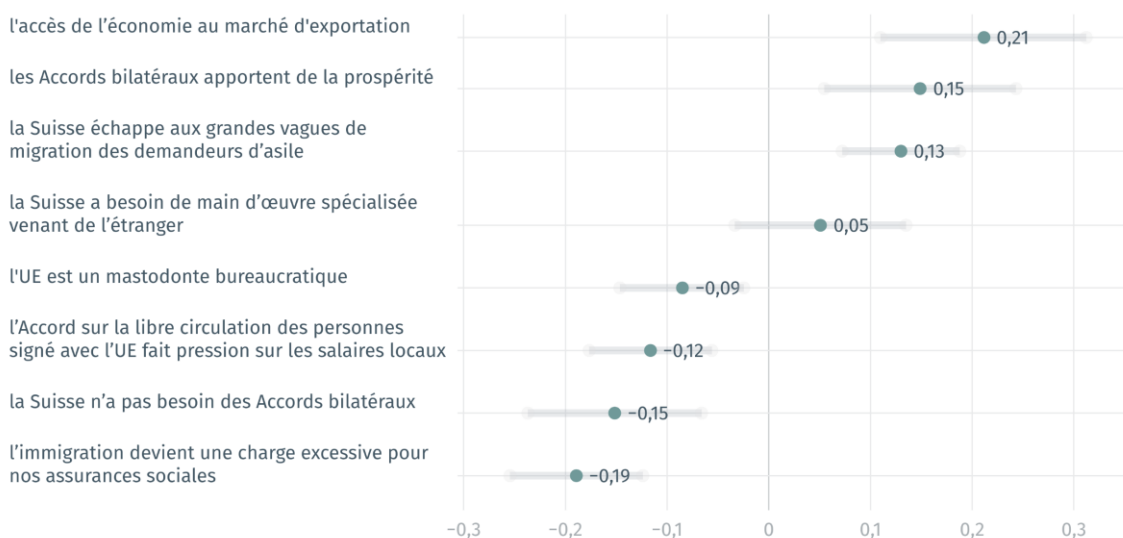
que la Suisse n'a pas besoin des accords bilatéraux (-15 points), que la libre circulation des personnes met les salaires de notre pays sous pression (-12 points), et que l'UE est un mastodonte bureaucratique (-9 points).

Graphique 6

### Influence des arguments sur la probabilité de considérer les accords bilatéraux comme avantageux

Exemple : Les personnes qui estiment que les accords bilatéraux garantissent l'accès au marché d'exportation sont 21 points de pourcentage plus susceptibles de considérer ces accords comme avantageux (tous autres facteurs étant égaux par ailleurs).

corps électoral



© gfs.bern, la place de la Suisse, 13e vague, avril-mai 2026 (n = 1607). Variables de contrôle supplémentaires : sexe, âge, régions linguistiques, type d'habitat. La zone grise indique l'intervalle de confiance à 95 %.

La méthode de régression linéaire utilisée décrit la présence d'une influence de variables indépendantes (en l'occurrence les différents arguments pour et contre les accords bilatéraux) sur une variable dépendante (évaluation des accords bilatéraux). Le signe plus ou moins permet de distinguer si un élément incite plutôt à voir les avantages des accords bilatéraux (signe plus) ou plutôt les inconvénients (signe moins). Plus la valeur absolue du facteur d'une variable indépendante est élevée, plus son influence sur l'évaluation des accords bilatéraux est grande. Les variables qui croisent la ligne zéro n'ont pas d'influence que l'on puisse statistiquement démontrer (avec un intervalle de confiance à 95%). L'interprétation de cette régression linéaire se fait en supposant que d'autres influences restent constantes dans le modèle (*ceteris paribus*). Cela permet de déterminer l'influence isolée des variables indépendantes sur la variable dépendante. Les variables de contrôle (âge, sexe, langue, type d'habitation) sont également prises en compte dans le modèle pour éviter d'éventuelles distorsions dues à celles-ci.

#### 1.1.4 Évaluations du rôle de l'UE

Peut-être en particulier dans le contexte de multiples crises et conflits géopolitiques, l'évaluation des relations entre la Suisse et l'UE se modifie actuellement: les citoyen-ne-s accordent clairement plus d'importance à la sauvegarde de relations stables avec l'UE. De ce fait, l'évaluation du rôle de l'UE se modifie nettement plus en 2026 par rapport aux dernières années.

C'est ainsi que la nécessité d'un procédé permettant de résoudre les différends entre la Suisse et l'UE recueille beaucoup plus d'avis favorables que l'année précédente (91%, +13 points). De même, les citoyen-ne-s sont nettement plus souvent que début 2025 d'avis que la Suisse a besoin de rapports stables avec l'UE (86%, +8 points). Une autre

opinion qui gagne clairement du terrain est celle que la reprise du droit de l'UE assure l'accès de la Suisse au marché (84%, +13 points).

Un autre avis partagé par la majorité est celui que l'UE se lasse des exigences particulières de la Suisse (65%). L'opinion que l'UE est garante de paix a légèrement augmenté (58%, +4 points).

En revanche, les interprétations plus tranchées des relations entre la Suisse et l'UE sont moins répandues. Certes, une majorité pense entre-temps que l'UE ne dénoncerait pas les accords bilatéraux (54%, +10 points), mais en même temps, on est moins souvent d'avis que la Suisse cède au chantage de l'UE (38%, -5 points) ainsi que de ce que l'UE a plus besoin de bons rapports avec la Suisse qu'inversement. Cela souligne qu'en 2026, les citoyen-ne-s perçoivent à nouveau plus fortement les relations avec l'UE comme un partenariat nécessaire et stable.

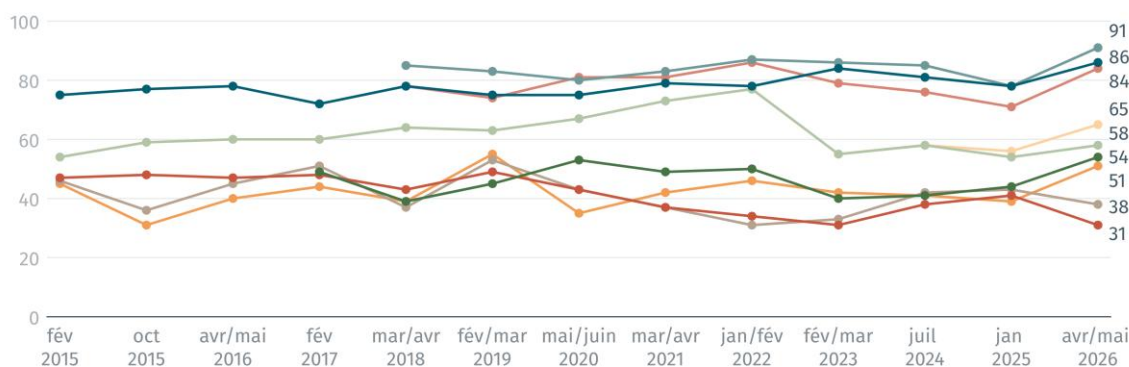
Graphique 7

### Tendance : aperçu des relations entre la Suisse et l'UE

Dans la discussion sur les rapports entre la Suisse et l'UE il est toujours question du rôle que joue l'UE. Vous allez maintenant voir quelques affirmations concernant le rôle de l'UE. Veuillez indiquer à chaque fois si vous êtes entièrement d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas d'accord du tout.

en % du corps électoral, proportion entièrement/plutôt d'accord

— Il est important que nous disposions d'un procédé permettant de résoudre les différends — la Suisse a besoin de rapports stables avec l'UE — Grace à la reprise sélective actuelle du droit de l'UE, nous assurons à notre industrie exportatrice l'accès à son marché — l'Union européenne se lasse des exigences particulières de la Suisse — grâce à l'UE, nous avons en Europe une paix stable depuis des décennies — l'UE ne dénoncerait pas les traités bilatéraux — l'UE ne renégociera pas la libre circulation des personnes — la Suisse cède au chantage de l'UE — l'UE a plutôt besoin de bons rapports avec la Suisse qu'inversement



© gfs.bern, la place de la Suisse, 13e vague, avril-mai 2026 (N = env. 1980)

## 1.1.5 Évaluation de différents scénarios de votations populaires

Pour ce qui est d'évaluer différents scénarios quant à la manière dont la Suisse pourrait se positionner vis-à-vis de l'UE, il apparaît que ce sont surtout les modèles pragmatiques de collaboration avec l'UE qui restent majoritaires, tandis que les positions extrémistes continuent d'être clairement rejetées. La proposition qui recueille actuellement le plus d'avis favorables est le renforcement des accords bilatéraux avec reprise du droit européen: 53% des personnes interrogées soutiennent un tel scénario (+6 points par rapport à janvier 2025). En revanche, une adhésion à l'EEE a à nouveau perdu du terrain (47%, -5 points). Cela veut dire que la tendance au recul observée dès 2023 se poursuit. La collaboration sur la base des accords bilatéraux actuels, même si des adaptations concernant

l'accès au marché ou de nouveaux accords ne sont plus possibles, est aussi moins bien acceptée (40%, -7 points). En revanche, la dénonciation des accords bilatéraux suivie de la négociation d'un nouvel accord de libre-échange y compris produits agricoles, gagne quelques voix (43%, +4 points).

Les positions les plus clairement minoritaires sont toujours une adhésion à l'UE (20%, +4 points) et un cavalier seul de la Suisse sans accords bilatéraux (17%). Depuis des années, ces deux scénarios ne recueillent pas de soutien majoritaire dans la population.

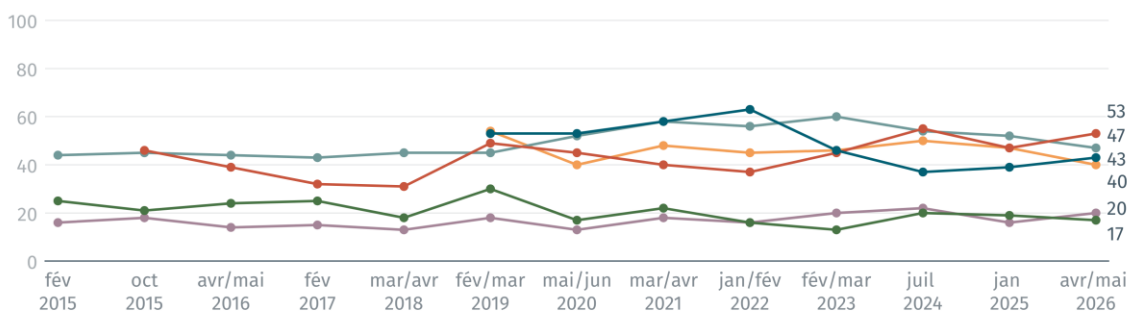
Graphique 8

### Tendance : scénarios du référendum

On ne cesse de débattre de différents scénarios quant à la manière dont la Suisse pourrait se positionner vis-à-vis de l'UE. Veuillez indiquer, pour chaque scénario, comment vous évaluez le scénario, si vous êtes certainement pour, plutôt pour, plutôt contre ou certainement contre.

en % du corps électoral, proportion entièrement/plutôt d'accord

— renforcement des accords bilatéraux sous la forme d'un ou plusieurs nouveaux accords, même si cela implique la reprise du droit européen — une adhésion à l'EEE — la dénonciation des accords bilatéraux et la négociation d'un nouvel accord de libre-échange avec l'Union européenne uniquement pour les marchandises et les services, mais sans libre circulation des personnes. Un tel accord de libre-échange impliquerait probablement que la Suisse ouvre beaucoup plus ses frontières aux produits agricoles en provenance de l'UE. — la collaboration sur la base des accords bilatéraux actuels, même si des adaptations concernant l'accès au marché ou de nouveaux accords ne sont plus possibles. — une adhésion à l'UE — un cavalier seul de la Suisse sans Accords bilatéraux



© gfs.bern, la place de la Suisse, 13e vague, avril-mai 2026 (N = env. 2000)

## 1.2 Évaluation du résultat des négociations

### 1.2.1 Adaptations des accords existants

Les adaptations concrètes négociées sur les accords bilatéraux existants recueillent en 2026 un soutien relativement stable et élevé, tout particulièrement pour les éléments dans lesquels l'UE fait des concessions à la Suisse ou lorsque des avantages économiques concrets apparaissent.

La règle la plus approuvée est celle selon laquelle les citoyen-ne-s délinquant-e-s de l'UE peuvent toujours être expulsé-e-s: 95% des personnes interrogées soutiennent ce compromis de l'UE. Le fait que la Suisse a de nouveau accès aux programmes européens de recherche Horizon est également plébiscité (94%) et la protection des salaires reste aussi clairement majoritaire: 89% approuvent le fait que les entreprises de l'UE doivent continuer à payer les salaires suisses lorsqu'elles emploient des travailleurs de l'UE en Suisse (+4 points par rapport à janvier 2025). La même proportion (89%) approuve l'actualisation de la réglementation sur la reconnaissance mutuelle des dispositions

relatives aux produits entre la Suisse et l'UE qui doit réduire le travail des entreprises suisses exportatrices.

La population approuve aussi largement (86%) la clause de sauvegarde selon laquelle, en cas de graves perturbations économiques et sociales, la Suisse peut prendre des mesures pour limiter l'immigration en provenance de l'UE. Enfin, l'acceptation du règlement institutionnel des différends augmente particulièrement nettement: 81% approuvent actuellement le fait que la Cour de justice de l'UE peut clarifier des questions mais que c'est un tribunal arbitral paritaire qui tranche en dernier ressort (+18 points).

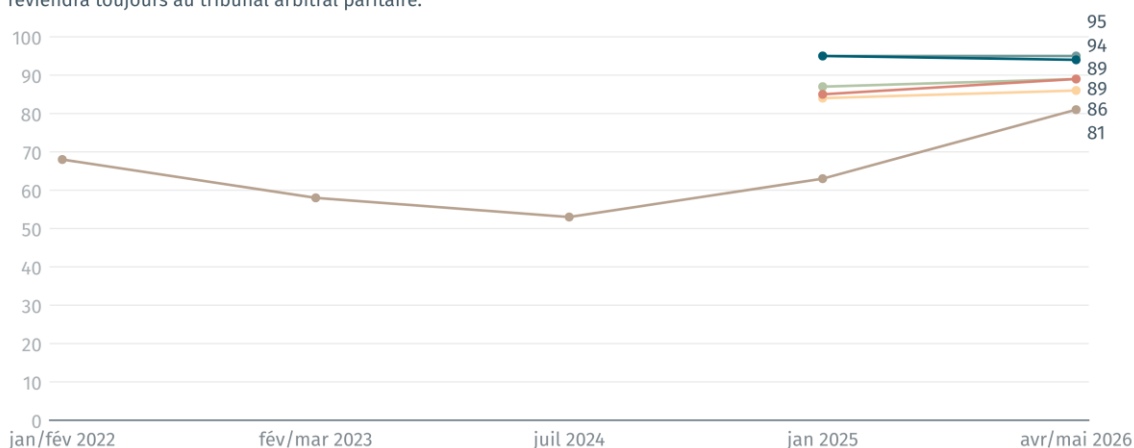
Graphique 9

### Tendance : négociations relatives aux modifications des contrats existants (1/2)

Fin 2024, le Conseil fédéral a finalisé les négociations sur le développement des accords bilatéraux avec l'UE. En juin 2025, les résultats des négociations ont été publiés dans leur intégralité et la consultation a été lancée. Les Bilatérales III sont en cours de discussion au Parlement. Les Bilatérales III contiennent différents éléments visant à stabiliser les accords existants et à en introduire de nouveaux. Pour commencer, nous nous intéresserons aux adaptations des accords existants. Veuillez indiquer pour chacune d'entre elles si vous êtes totalement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou totalement en désaccord. \*

en % du corps électoral, proportion entièrement/plutôt d'accord

— L'UE fait un compromis sur l'expulsion: les citoyennes et citoyens délinquants de l'UE peuvent toujours être expulsés. — La recherche suisse a de nouveau accès aux grands programmes européens de recherche Horizon. — Les entreprises de l'UE doivent continuer à payer les salaires suisses pour protéger les salaires lorsqu'elles emploient des travailleurs de l'UE en Suisse. De plus, la Suisse pourra à l'avenir renoncer sans conséquences à adopter de nouvelles lois européennes qui affaibliraient la protection salariale. — La réglementation sur la reconnaissance mutuelle des dispositions relatives aux produits entre la Suisse et l'UE est actualisée, ce qui réduit le travail des entreprises suisses exportant vers l'UE. — L'UE fait un compromis sur l'immigration: en cas de graves perturbations économiques et sociales, la Suisse peut, après consultation d'un comité mixte entre la Suisse et l'UE, prendre des mesures pour limiter l'immigration de l'UE vers la Suisse (clause de sauvegarde). — La Cour de justice de l'UE pourra désormais intervenir dans les litiges liés aux accords entre la Suisse et l'UE, mais la décision finale reviendra toujours au tribunal arbitral paritaire.



© gfs.bern, la place de la Suisse, 13e vague, avril-mai 2026 (N = env. 1910)

\*texte de la question 2025: 'Des modifications aux accords existants ont également été négociées. Vous voyez maintenant quelques-unes de ces modifications. Veuillez m'indiquer pour chacune d'entre elles si vous êtes totalement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou totalement en désaccord.'

Pour ce qui est d'autres adaptations des accords existants, on constate globalement plus d'avis positifs que négatifs, mais les concessions institutionnelles et financières de la Suisse sont considérées avec plus de circonspection. En même temps, plusieurs de ces adaptations gagnent en approbation par rapport à janvier 2025.

Le règlement le plus approuvé en 2026 est celui selon lequel la Suisse doit percevoir les mêmes droits de scolarité pour les étudiant-e-s suisses et de l'UE: 67% des personnes

interrogées soutiennent cette adaptation (+9 points). L'adoption par la Suisse du droit européen dans le cadre des accords existants, le droit de référendum étant respecté, est aussi majoritaire (66%), de même que le compromis sur la protection des salaires, par exemple que les règles de l'UE en matière de frais s'appliquent mais qu'il est prévu de les corriger par des mesures de politique intérieure (63%, +6 points). Cet élément gagne ainsi nettement en acceptation par rapport au premier relevé.

Les concessions financières et liées à la politique sociale sont reçues avec beaucoup plus de circonspection: la contribution de solidarité de la Suisse de 350 millions de francs par an pour la période 2030-2036 atteint tout juste 50%, donc pas de majorité, et perd légèrement en acceptation (-4 points). Un élément encore plus critiqué est le fait que la Suisse adopte en partie la directive de l'UE relative au droit des citoyens de sorte que les citoyen-ne-s de l'UE pourront bénéficier d'aides sociales après un séjour de cinq ans avec une activité professionnelle: l'approbation est de 47% (-6 points), faisant de cette règle la seule qui reste en dessous du seuil de majorité.

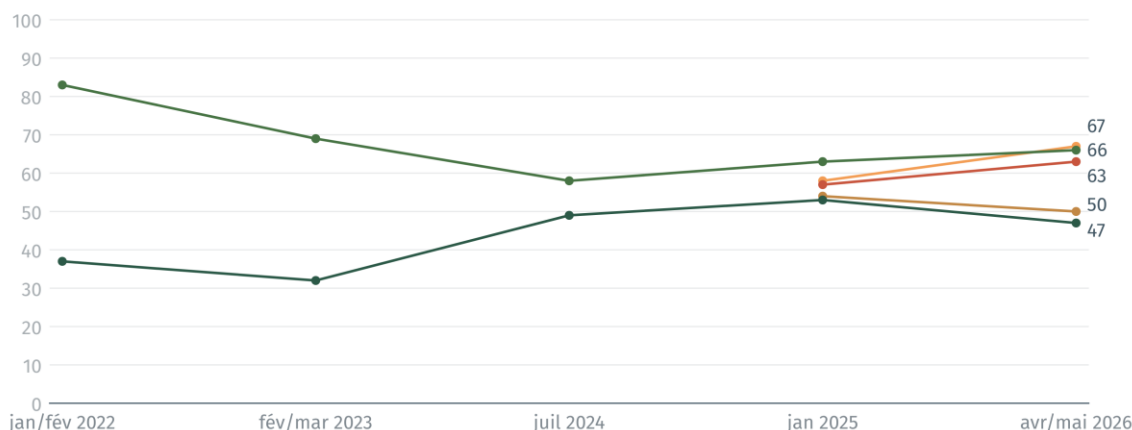
Graphique 10

### Tendance : négociations relatives aux modifications des contrats existants (2/2)

Fin 2024, le Conseil fédéral a finalisé les négociations sur le développement des accords bilatéraux avec l'UE. En juin 2025, les résultats des négociations ont été publiés dans leur intégralité et la consultation a été lancée. Les Bilatérales III sont en cours de discussion au Parlement. Les Bilatérales III contiennent différents éléments visant à stabiliser les accords existants et à en introduire de nouveaux. Pour commencer, nous nous intéresserons aux adaptations des accords existants. Veuillez indiquer pour chacune d'entre elles si vous êtes totalement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou totalement en désaccord.\*

en % du corps électoral, proportion entièrement/plutôt d'accord

— La Suisse doit percevoir les mêmes droits de scolarité pour les étudiantes et étudiants suisses et les citoyens et citoyennes de l'UE. — La Suisse adopte le droit européen dans le cadre des accords existants, le droit de référendum étant respecté. — La Suisse a dû faire des compromis sur les mesures de protection des salaires. Par exemple, les règles de l'UE en matière de frais s'appliquent désormais, ce qui permet aux entreprises de l'UE en Suisse de payer des frais moins élevés que les entreprises suisses. Pour corriger cet inconvénient, le Conseil fédéral a négocié des mesures de politique intérieure avec les syndicats, les employeurs et les cantons. — La Suisse verse une contribution de solidarité de 350 millions de francs par an pour la période 2030-2036. — La Suisse adopte en partie la directive relative au droit des citoyens afin que les citoyennes et citoyens de l'UE ayant un droit de séjour permanent puissent bénéficier d'aides sociales après un séjour de cinq ans avec une activité professionnelle, sans que leur droit de séjour puisse leur être retiré.



© gfs.bern, la place de la Suisse, 13e vague, avril-mai 2026 (N = env. 1910)

\*texte de la question 2025: 'Des modifications aux accords existants ont également été négociées. Vous voyez maintenant quelques-unes de ces modifications. Veuillez m'indiquer pour chacune d'entre elles si vous êtes totalement d'accord, plutôt d'accord, plutôt en désaccord ou totalement en désaccord.'

## 1.2.2 Intentions de vote sur le paquet Suisse-UE

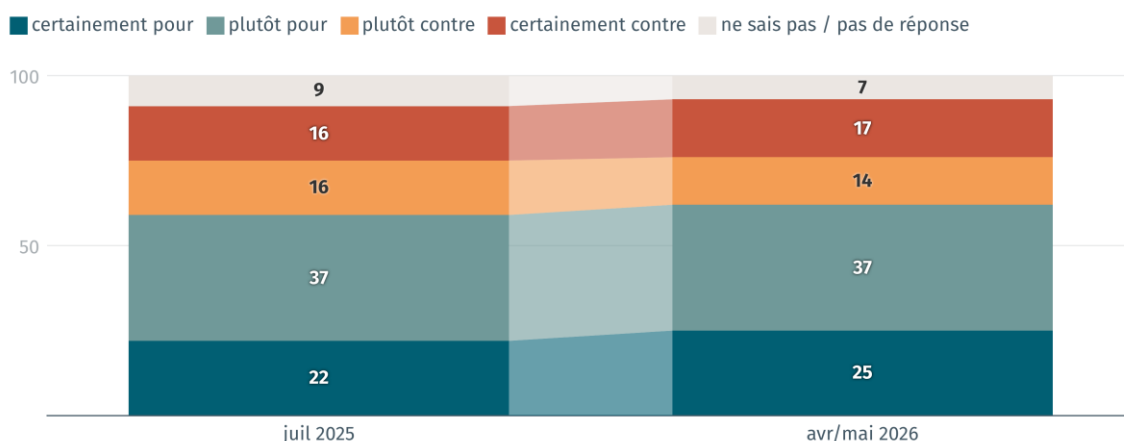
Les négociations achevées, les regards se tournent de plus en plus sur la mise à l'épreuve politique intérieure du paquet Suisse-UE. Nous avons donc à nouveau relevé les intentions de vote sur les adaptations des accords existants, en 2026 en nous référant directement au paquet Suisse-UE, après avoir interrogé la population en juillet 2025 sur les adaptations alors discutées. On observe actuellement un climat majoritairement positif: si une votation sur le paquet Suisse-UE avait lieu aujourd'hui, 62% des citoyen-ne-s seraient plutôt ou certainement pour, tandis que 31% le rejetteraient plutôt ou certainement. La part de personnes indécises est de 7%, ce qui est comparativement peu. Par rapport à l'enquête de juillet 2025, le soutien est stable et, malgré des débats animés, manifeste actuellement un climat majoritairement positif vis-à-vis du paquet d'accords négocié.

Graphique 11

### Tendance : intention de vote concernant le paquet CH-UE (selon les scénarios/adaptations des contrats existants)

L'ensemble de ces adaptations pourra faire l'objet d'une votation populaire sur le paquet Suisse-UE (Bilatérales III). Quel que soit votre degré de certitude quant à votre participation à cette votation populaire, si la votation sur le paquet Suisse-UE (Bilatérales III) avait lieu demain, seriez-vous ...\*

en % du corps électoral



© gfs.bern, la place de la Suisse, 13e vague, avril-mai 2026 (N = env. 1540 dans chaque cas)

\*Question 2025 : 'Indépendamment de votre certitude quant à votre participation à ce référendum : si un vote sur ces modifications des traités existants avec l'UE avait lieu dès demain, seriez-vous...!'

Les intentions de vote sur le paquet Suisse-UE diffèrent nettement en fonction de la sympathie pour l'un ou l'autre parti et sont remarquablement ouvertes chez les personnes qui ne se sentent pas liées à un parti.

Les sympathisant-e-s du PS et des Vert-e-s sont les plus nombreux/-euses à soutenir le paquet: dans ces deux camps, 86% seraient plutôt ou certainement pour. Au PVL, on affiche aussi un large soutien de 88%. Au centre politique, les avis sont plus nuancés: l'approbation domine clairement au Centre (69%) et au PLR (71%), mais près d'une personne sur cinq au Centre et d'une sur quatre au PLR (24%) est plutôt ou certainement contre le paquet.

Le camp de l'UDC est beaucoup plus critique: seul-e-s 30% de ses sympathisant-e-s se déclarent favorables au paquet tandis que deux tiers (66%) le rejettent, avec une part particulièrement élevée de refus catégoriques (46%).

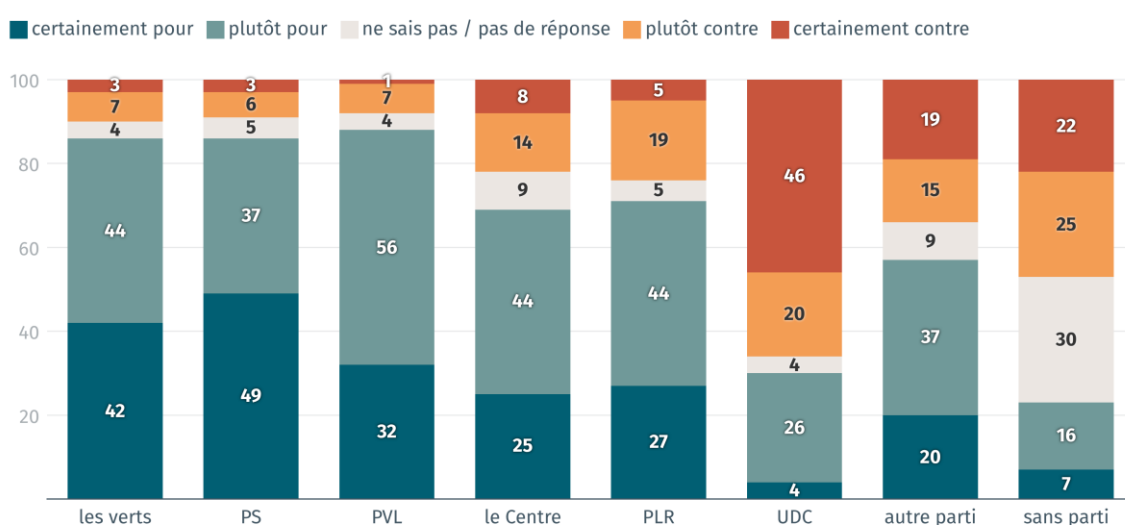
Les personnes les moins décidées sont celles qui ne se sentent pas liées à un parti: la part de refus domine (47%), mais en même temps, la part d'indécis-es est particulièrement élevée (30%).

Graphique 12

### Intentions de vote concernant le paquet CH-UE par parti

L'ensemble de ces adaptations pourra faire l'objet d'une votation populaire sur le paquet Suisse-UE (Bilatérales III). Quel que soit votre degré de certitude quant à votre participation à cette votation populaire, si la votation sur le paquet Suisse-UE (Bilatérales III) avait lieu demain, seriez-vous ...

en % du corps électoral



© gfs.bern, la place de la Suisse, 13e vague, avril-mai 2026 (N =2004), sig., Cramér's V = 0.3



Par comparaison avec l'été 2025, l'accord sur l'électricité reste à un haut niveau d'approbation (68%). L'accord de coopération a quant à lui gagné en approbation (72%, +5 points), de même en particulier que l'accord sur le commerce des denrées alimentaires (66%, +12 points).

Les arguments en faveur du paquet Suisse-UE sont dans l'ensemble accueillis favorablement par de larges pans de la population. Tous les arguments pour sont majoritaires, plus particulièrement les arguments de politique économique et de sécurité. Par rapport au premier relevé de juillet 2025, plusieurs arguments gagnent encore en acceptation.

Les affirmations les plus plébiscitées sont celle que le moment est venu de franchir une nouvelle étape vers une coopération sûre et stable avec l'UE (72%) ainsi que celle que l'industrie suisse d'exportation a besoin de mises à jour régulières pour sauvegarder l'accès au marché européen (72%, +7 points). L'avis que le paquet renforce la compétitivité de la Suisse est également majoritaire (66%), de même que celui selon lequel les accords garantissent la sécurité dans une période de troubles géopolitiques (64%).

En outre, 61% approuvent l'affirmation que les nouveaux contrats sont nécessaires pour pouvoir conclure de nouveaux accords avec l'UE qui soient à l'avantage de la Suisse. Une opinion beaucoup plus souvent partagée qu'en été 2025 est celle qu'avec ces accords, les citoyen-ne-s de l'UE auront beaucoup plus rapidement droit à l'aide sociale suisse (59%, +11 points).

Une majorité soutient en outre l'affirmation que la Suisse pourra encore se prononcer à l'avenir sur chaque modification de l'accord (57%) ainsi que l'amélioration de points comme la directive sur les droits des citoyen-ne-s de l'Union, le règlement des différends et la protection des salaires (56%, +8 points). Enfin, l'opinion que les nouveaux accords apportent la prospérité à la Suisse est partagée légèrement plus souvent qu'en été 2025 (54%, +5 points).

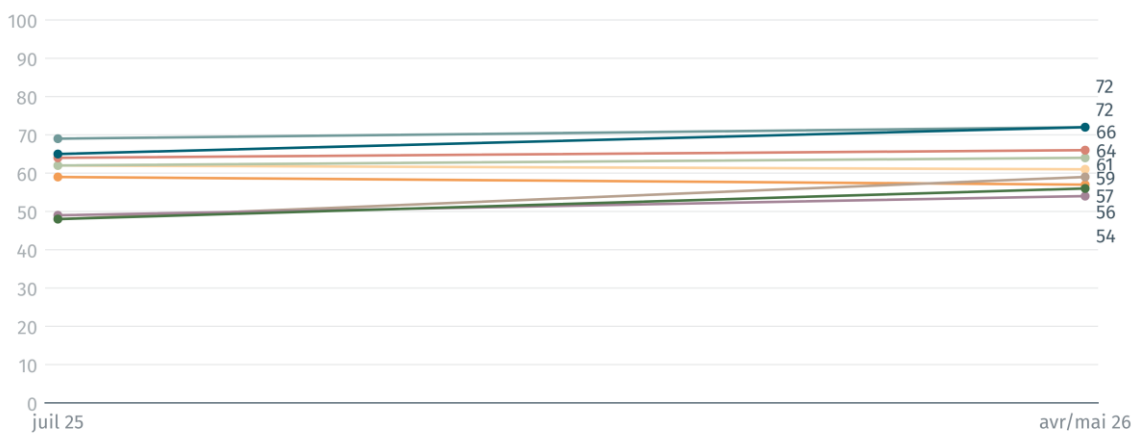
Graphique 13

### Tendance : arguments relatifs au paquet CH-UE (1/2)

Nous avons réuni ici quelques arguments que l'on entend régulièrement sur le paquet Suisse-UE (Bilatérales III). Veuillez indiquer à chaque fois si vous êtes entièrement d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas d'accord du tout.

en % du corps électoral, proportion entièrement/plutôt d'accord

- Le moment est venu d'instaurer une coopération solide et stable avec l'UE
- L'industrie suisse d'exportation a besoin d'une mise à jour régulière pour accéder aux marchés
- Renforcer la compétitivité de la Suisse
- Assurer la sécurité en cette période de troubles géopolitiques
- Condition préalable à la conclusion de nouveaux accords qui nous soient favorables
- Les citoyens de l'UE obtiennent plus rapidement le droit à l'aide sociale
- Possibilité de se prononcer lors de chaque modification de l'accord
- Améliorations concernant la directive sur les citoyens de l'Union, le règlement des litiges et la protection des salaires
- Les accords sont source de prospérité pour la Suisse



© gfs.bern, la place de la Suisse, 13e vague, avril-mai 2026 (N = env. 1540 dans chaque cas)

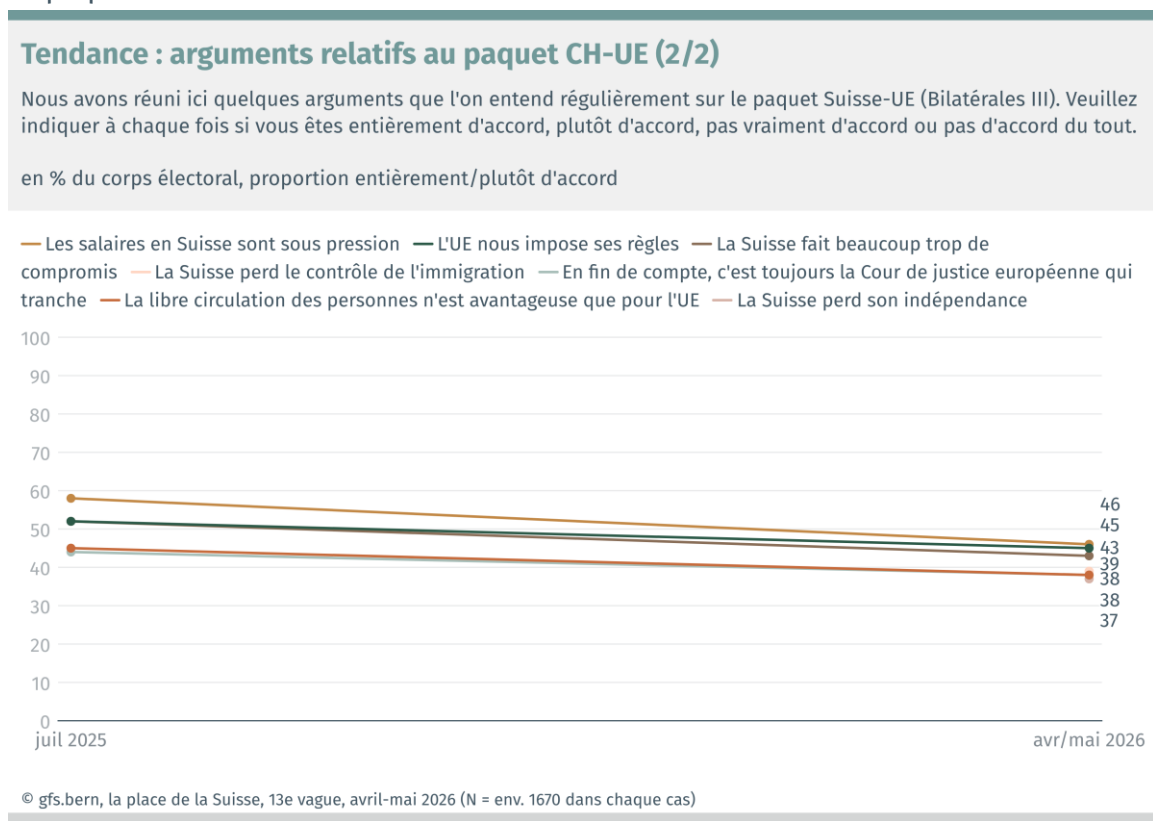
Contrairement aux affirmations positives, aucun des arguments négatifs sur le paquet Suisse-UE ne réunit une majorité des personnes interrogées. Le soutien à ces arguments a même reculé depuis l'été 2025. Des craintes essentielles liées au paquet d'accords se sont donc affaiblies durant les débats politiques et dans le contexte d'incertitudes politiques fortement présentes.

C'est l'affirmation que les salaires suisses sont sous pression en raison des nouveaux accords qui est le plus souvent approuvée, mais à 46%, cet argument reste néanmoins en deçà du seuil de majorité et perd nettement en soutien par rapport à juillet 2025 (-12 points). D'autres affirmations en recul dans l'opinion sont celle que l'UE impose ses

règles à la Suisse (45%, -7 points) et celle que la Suisse fait beaucoup trop de compromis (43%, -9 points).

Les arguments de fond sur la souveraineté et la migration sont encore plus minoritaires: 39% sont d'avis qu'avec les nouveaux accords, la Suisse perd le contrôle de l'immigration. 38% pensent que c'est toujours la Cour européenne de justice qui tranche en dernier ressort (-6 points) et autant que la libre circulation des personnes n'est avantageuse que pour l'UE (-7 points). La crainte que les nouveaux accords fassent perdre à la Suisse son indépendance est la moins partagée (37%).

Graphique 14



On peut aussi clairement définir l'approbation du paquet Suisse-UE au niveau des contenus: par une analyse de régression, nous avons examiné quels arguments accroissent ou diminuent la probabilité d'accepter le paquet d'accords dans le cadre d'une votation populaire.

L'élément qui a le plus d'effet est la conviction que le paquet conditionne la conclusion de nouveaux accords qui soient avantageux pour la Suisse. Les personnes qui sont d'accord avec cette affirmation ont une probabilité de 46 points plus élevée d'approuver le paquet Suisse-UE. La conviction que le paquet améliore la directive sur les droits des citoyens de l'Union, le règlement des différends et la protection des salaires accroît aussi l'approbation en cas de votation (+7 points).

Au contraire, les arguments liés à la souveraineté et qui critiquent l'intégration réduisent la probabilité de voter «oui», en particulier lorsque les personnes pensent que c'est toujours la Cour européenne de justice qui tranche en dernier ressort (-11 points). Un autre

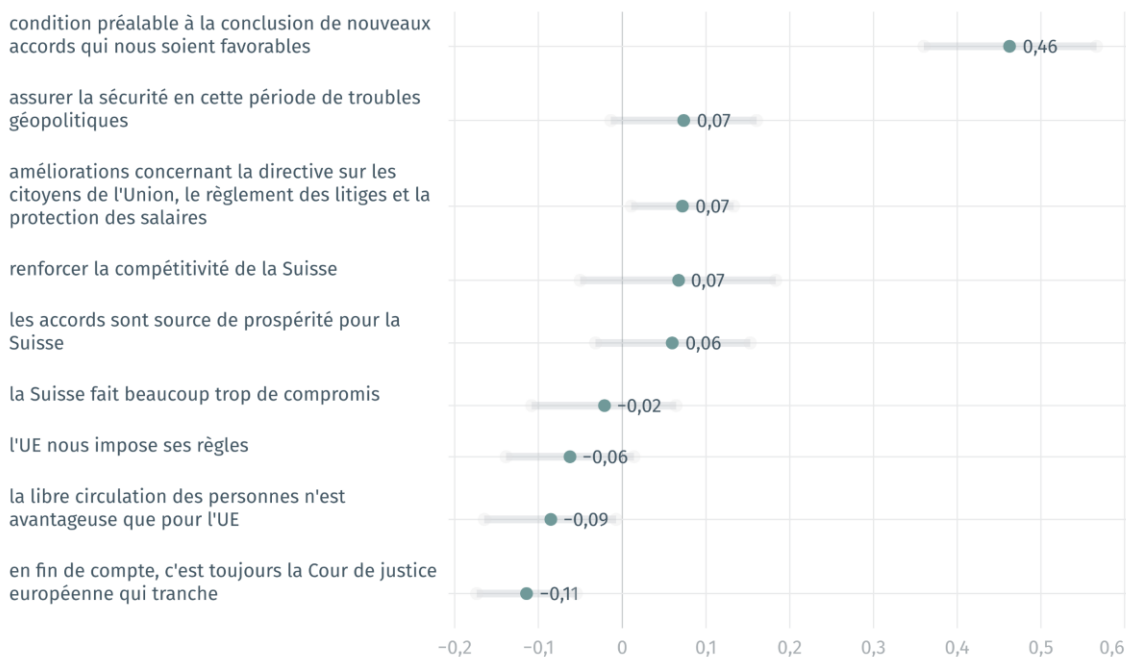
avis qui a un effet négatif est celui que la libre circulation des personnes n'est avantageuse que pour l'UE (-9 points).

Graphique 15

### Influence des arguments sur la probabilité de voter « oui » au paquet Suisse-UE

Exemple de lecture : les personnes qui estiment que le paquet Suisse-UE est une condition préalable à la conclusion de nouveaux accords dans notre intérêt ont 46 points de pourcentage de chances supplémentaires de voter « oui ». (tous les autres facteurs restant constants).

corps électoral



© gfs.bern, la place de la Suisse, 13e vague, avril-mai 2026 (n =1371), variables de contrôle supplémentaires : sexe, âge, régions linguistiques, type d'habitat. La zone grise indique l'intervalle de confiance à 95 %.

Les avis sur les arguments sur le paquet Suisse-UE sont nettement différents en fonction du camp politique. C'est ainsi que les arguments pour sont particulièrement plébiscités par les sympathisant-e-s de la gauche, des Vert-e-s et du PLV: plus de 90% des sympathisant-e-s des Vert-e-s, du PS et du PLV sont d'accord avec l'affirmation que le moment est venu de franchir une nouvelle étape vers une coopération sûre et stable avec l'UE. Les arguments économiques comme l'accès au marché et la compétitivité y sont aussi très largement approuvés.

Dans les rangs du Centre et du PLR, on observe un schéma plus pragmatique: les arguments économiques et liés à la sécurité convainquent également clairement, tandis que les aspects relevant de l'intégration et de la politique sociale sont considérés avec plus de circonspection.

Les personnes qui sympathisent avec l'UDC sont par contre beaucoup plus critiques vis-à-vis du paquet: en particulier le sentiment que l'UE impose ses règles à la Suisse (69%), que la Suisse fait beaucoup trop de compromis (71%) ou qu'elle perd le contrôle de l'immigration (69%) est très répandu. En même temps, les arguments positifs, y compris dans le domaine économique, sont beaucoup moins convaincants que pour les personnes qui sympathisent avec d'autres partis.

Enfin, les personnes qui ne se sentent pas liées à un parti se distinguent particulièrement: leur approbation des arguments pour est en partie aussi faible que chez les sympathisant-e-s de l'UDC. Seul l'argument de l'immigration et celui de l'aide sociale ne sont pas aussi convaincants dans ce groupe.

Graphique 16

### Arguments relatifs au paquet CH-UE, par parti

Nous avons recueilli ici quelques arguments régulièrement entendus dans discussion politique en Suisse sur les Accords bilatéraux signés avec l'UE. Veuillez indiquer à chaque fois si vous êtes entièrement d'accord, plutôt d'accord, pas vraiment d'accord ou pas d'accord du tout.

en % du corps électoral, proportion entièrement/plutôt d'accord

arguments	total	les verts	PS	PVL	le Centre	PLR	UDC	autre parti	sans parti
Le moment est venu de franchir une nouvelle étape vers une coopération sûre et stable avec l'UE.	72	92	91	94	81	84	46	55	48
L'industrie suisse d'exportation a besoin d'une mise à jour régulière pour garantir son accès aux marchés	72	83	79	84	84	82	57	56	49
Renforcer la compétitivité de la Suisse	66	80	88	88	76	77	37	55	46
Assurer la sécurité en ces temps de troubles géopolitiques	64	82	84	86	74	72	36	56	45
Condition préalable à la conclusion de nouveaux accords qui nous soient favorables	61	79	81	85	68	72	35	49	41
Les citoyens de l'UE obtiennent plus rapidement le droit à l'aide sociale	59	52	50	52	62	57	75	47	52
Possibilité de se prononcer lors de chaque modification de l'accord	57	73	72	72	55	67	41	50	37
Améliorations concernant la directive sur les citoyens de l'Union, le règlement des litiges et la protection des salaires	56	71	69	67	62	69	42	38	30
Les accords sont source de prospérité pour la Suisse	54	75	72	69	62	67	30	33	25
Les salaires en Suisse sont sous pression	46	27	30	36	46	38	67	55	59
L'UE nous impose ses règles	45	22	19	30	38	45	69	60	70
La Suisse fait beaucoup trop de compromis	43	14	17	25	36	39	71	54	70
La Suisse perd le contrôle de l'immigration	39	12	14	19	40	32	69	45	44
En fin de compte, c'est toujours la Cour de justice européenne qui tranche	38	31	20	24	34	34	56	49	51
La libre circulation des personnes n'est avantageuse que pour l'UE	38	17	17	23	37	30	62	45	62
La Suisse perd son indépendance	37	13	10	20	31	32	63	50	69

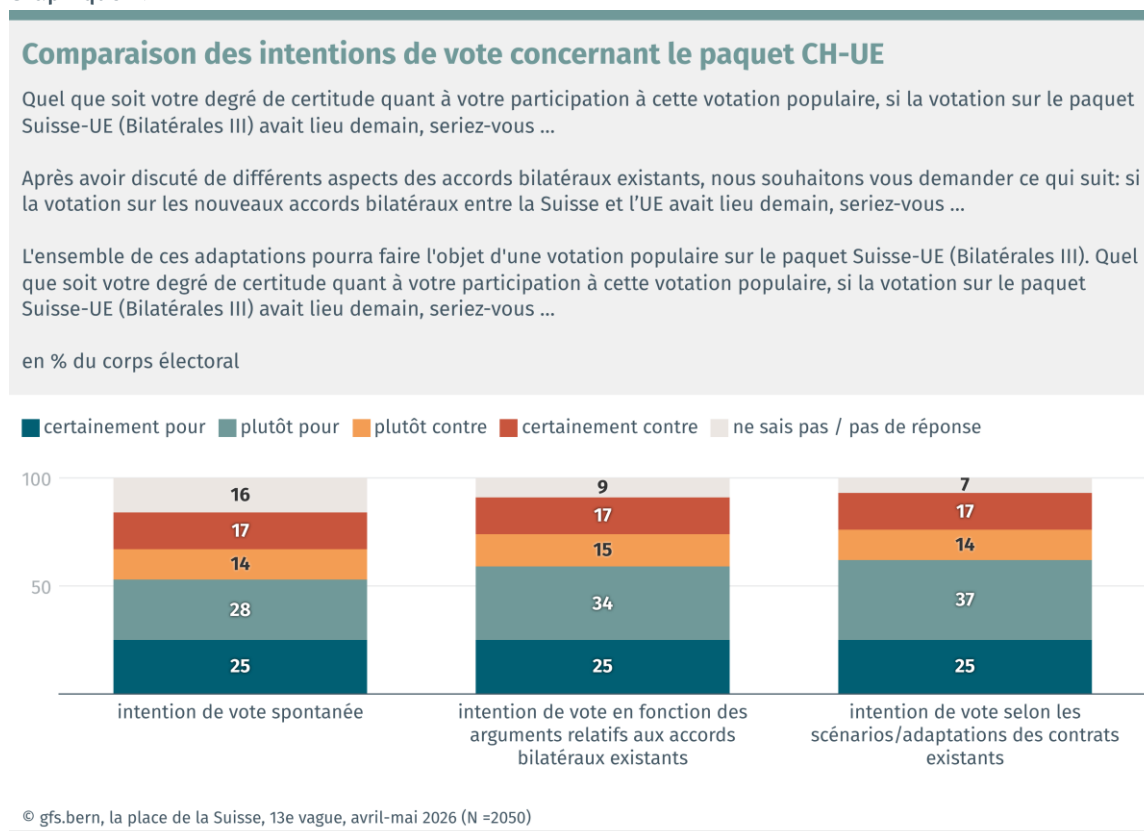
### 1.2.3 Comparaison des intentions de vote sur le paquet Suisse-UE

Au cours de l'enquête, les intentions de vote sur le paquet Suisse-UE ont été relevées trois fois au total, de manière à faire apparaître d'éventuelles modifications de l'opinion dans le courant de la discussion de différents aspects du projet. La comparaison des trois moments montre dans quelle mesure l'évaluation du paquet d'accords dépend de l'état de l'information et de la discussion: plus les citoyen-ne-s se penchent concrètement sur les accords bilatéraux existants, les adaptations négociées et les arguments avancés, plus l'approbation du projet est grande.

L'intention de vote spontanée au début de l'enquête correspond plutôt à un mouvement d'humeur peu étayé. À ce moment, 53% se prononcent pour le paquet Suisse-UE, 31% contre. En même temps, la part de personnes indécises est relativement grande: 16%. Après discussion des accords existants et des relations Suisse-UE, l'approbation augmente légèrement: après avoir abordé les arguments sur les accords existants, elle atteint 59%, tandis que la part de personnes indécises recule nettement. Enfin, l'approbation est au plus haut après discussion des scénarios concrets et des adaptations aux accords existants: ce sont alors 62% qui se prononcent pour le paquet Suisse-UE et seulement 7% qui sont encore indécis.

On ne peut pas dire actuellement lequel de ces points de vue dominera plus tard durant la campagne. Mais les résultats montrent que même les intentions de vote spontanées, largement non étayées, indiquent actuellement une légère majorité en faveur du paquet.

Graphique 17



## 2 Première synthèse

Nous résumons ci-après les résultats de cette étude sous forme de thèses:

TOUJOURS UN  
LARGE SOUTIEN  
AUX BILATÉ-  
RALES

Le soutien à la voie bilatérale reste fort mais la perception des relations avec l'UE est de plus en plus ambivalente. Une claire majorité continue de voir des avantages aux accords bilatéraux, mais la part de personnes qui y voient à la fois des avantages et des inconvénients augmente. Cela veut dire que l'évolution des dernières vagues d'enquête se poursuit: le soutien aux accords bilatéraux reste globalement stable à un haut niveau, mais les relations avec l'UE recueillent des avis plus nuancés par rapport à l'été 2025.

LES ARGU-  
MENTS ÉCONO-  
MIQUES JUSTI-  
FIENT LES BILA-  
TÉRALES

Pour la population, ce sont surtout les arguments économiques qui justifient les Bilatérales. L'accès au marché d'exportation européen et la conviction que les accords sont sources de prospérité pour la Suisse restent les principaux moteurs d'un avis positif sur ceux-ci. En même temps, les arguments liés à l'économie et à l'innovation comme la recherche, la compétitivité et l'accès à la main d'œuvre spécialisée sont toujours largement soutenus. En outre, les questions de stabilité géopolitique gagnent en importance et, de ce fait, les relations avec l'UE sont plus souvent perçues comme une nécessité stratégique et économique.

LES CRITIQUES  
TRANCHÉES DE  
L'UE RECULENT

Malgré une forte approbation des avantages économiques, les réserves vis-à-vis des Bilatérales en raison de critiques sur la migration et l'UE restent très répandues. Une majorité considère toujours la libre circulation des personnes comme problématique ou critique le fait que l'UE est bureaucratique. En même temps, les critiques particulièrement tranchées des relations Suisse-UE recueillent à présent moins d'avis favorables, par exemple l'avis que la Suisse perd le contrôle de l'immigration ou qu'elle cède au chantage de l'UE. Les relations avec l'UE sont donc à nouveau jugées de manière un peu plus pragmatique.

LES AVANTAGES  
PRAGMATIQUES  
FONT LA FORCE  
DU PAQUET  
D'ACCORDS

Le paquet Suisse-UE négocié réunit actuellement une majorité. La population est particulièrement sensible aux éléments concrets qui concernent l'économie ou la sécurité comme Horizon, la protection des salaires ou la clause de sauvegarde en matière d'immigration. Le sentiment que le paquet conditionne la conclusion de nouveaux accords qui soient avantageux pour la Suisse est un moteur essentiel pour l'approbation. Le paquet d'accords est ainsi surtout considéré comme une clé pragmatique pour développer la voie bilatérale et on en attend des avantages pour l'accès au marché, la recherche, la compétitivité et des relations stables avec l'UE. Le scepticisme se concentre en revanche toujours surtout sur les questions de souveraineté institutionnelle et sur le rôle des institutions européennes.

### 3 Infobox

- **Mandant:** Interpharma
- **Effectif total:** personnes disposant du droit de vote en Suisse et maîtrisant l'une des trois principales langues
- **Mode de l'enquête:** mode mixte (enquête en ligne et par téléphone)
  - En ligne: notre propre panel en ligne «Polittrends» pour les citoyen-ne-s
  - Téléphone: (CATI) avec système de génération aléatoire de numéros («Random Digit Dialing RDD»)
- **Taille de l'échantillon:** nombre total de personnes interrogées N = 2050
  - > n DCH: 1440
  - > n FCH: 488
  - > n ICH: 122
  - > n panel en ligne: 1335
  - > n enquête par téléphone: 715
- **Pondération:** pondération Dual-Frame, âge/sexes selon la langue, langue, type d'habitation, formation, parti, vote sur l'initiative SSR
- **Marge d'erreur d'échantillonnage:**  $\pm 2,2\%$  pour 50/50 et une probabilité de 95%
- **Période de l'enquête:** 1<sup>er</sup> avril au 12 mai 2026

## 4 Annexe

### 4.1 Équipe de gfs.bern

---

#### URS BIERI

Co-directeur et membre de la direction de gfs.bern, politologue et expert en médias (lic. rer. soc.), Executive MBA FH en management stratégique, chargé de cours à l'Institut VMI de l'Université de Fribourg et à l'Université des sciences appliquées de Zurich Winterthur

✉ [urs.bieri@gfsbern.ch](mailto:urs.bieri@gfsbern.ch)

Activités principales:

Monitoring des thèmes et problèmes, analyses de l'image et de la réputation, technologies à risque, analyses des suffrages, préparation et suivi des campagnes, analyses de communication intégrées, méthodes qualitatives

Publications de livres, dans des recueils, des magazines spécialisés, dans la presse quotidienne et sur Internet. Publication actuelle: Bieri, U et al. Digitalisierung der Schweizer Demokratie, Technologische Revolution trifft auf traditionelles Meinungsbildungssystem. Vdf 2021.



---

#### SOPHIE SCHÄFER

Cheffe de projet

✉ [sophie.schaefer@gfsbern.ch](mailto:sophie.schaefer@gfsbern.ch)

Activités principales:

Communication politique, société, monitoring des problèmes, médias sociaux, analyse des données, méthodes quantitatives et qualitatives



---

#### JENNY ROBERTS

Data Scientist / cheffe de projet

✉ [jenny.roberts@gfsbern.ch](mailto:jenny.roberts@gfsbern.ch)

Activités principales:

Analyse des données, programmation, visualisation, recherches, méthodes quantitatives et qualitatives





### ROLAND REY

Collaborateur de projet / administration

✉ [roland.rey@gfsbern.ch](mailto:roland.rey@gfsbern.ch)

Activités principales:  
publication assistée par ordinateur, visualisation, administration de  
projets, administration de conférences

---



gfs.bern ag  
Effingerstrasse 14  
CH – 3011 Berne  
+41 31 311 08 06  
info@gfsbern.ch  
www.gfsbern.ch

Embargo 16.06.26 14.30

L'institut de recherche gfs.bern est membre de l'Association suisse des recherches de marché et sociales et il garantit qu'il ne réalise pas d'entretiens ayant un but publicitaire, commercial ou de commande ouvert ou dissimulé.

Plus d'informations sous [www.vsms-asms.ch/fr/](http://www.vsms-asms.ch/fr/)

**SWISS INSIGHTS**  
Corporate Member

**gfs.bern** 